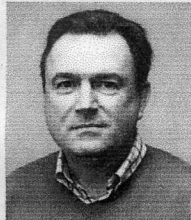


Édito

Basta l'austérité!



Le 9 avril s'annonçait comme une grande journée. Elle l'a été. Et peut-être bien au-delà de ce que certains militants

BAPOUSHOO

avaient envisagé. 120 000 manifestants à Paris, c'est le démenti cinglant à tous ceux qui prédisaient, voire espéraient, que les syndicats, et spécialement la CGT, ne parviennent pas à mobiliser. Pan sur le bec des oiseaux de mauvais augure! Cerise sur le gâteau, le soleil était lui aussi au rendez-vous. Il a donné des rougeurs à certains manifestants... Rouge comme les drapeaux des 120 000 militants, et comme les artères parisiennes où défilait le cortège. Rouge comme le cri, unanime, estampillé sur toutes les banderoles: «STOP austérité», également décliné sur un drapeau géant pour dire haut et fort «Soutien au peuple grec».

L'austérité ne fait décidément pas recette, ni ici, ni ailleurs. Elle produit partout les mêmes effets délétères et régressifs, entraîne les peuples dans la spirale de la crise sans fin, plonge des milliers de salariés dans les difficultés quotidiennes, et pour certains jusqu'au point de non-retour. Incontestablement, l'unité des contenus revendicatifs a été un facteur clé de la mobilisation. Elle doit être prolongée. La CGT s'y est engagée. La direction confédérale aura la responsabilité d'y travailler. Prochain rendez-vous le 1^{er} Mai, qui peut et qui doit être un deuxième temps fort d'expression revendicative, pour exiger d'augmenter les salaires, d'améliorer les services publics, de préserver notre système de protection sociale et de créer des emplois en répartissant et en utilisant plus efficacement les richesses créées par le travail. Après le 9 avril, on se sent plus fort. Et si on poussait un peu plus loin?

PASCAL JOLY

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'URIF-CGT



CITIZENSDÉJALLAL SEDDIKI

RLD blanchit l'argent public

MOBILISÉS DEPUIS TROIS MOIS pour la sauvegarde de l'emploi et de l'activité industrielle, les 72 salariés de la blanchisserie des Lilas (groupe RLD) affrontent une nouvelle épreuve.

Après celui de janvier, un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été soumis aux élus du CCE de RLD le 2 avril, avant transmission pour homologation à la Direccte. «C'est une nouvelle version du même plan [voir la NVO de février 2015], mais aménagée à la marge pour passer les fourches caudines de la Direccte», indique, désabusé, Jean-Pierre Bloche (union locale CGT de Bagnolet). En effet, la bataille syndicale engagée fin janvier, qui dénon-

çait un PSE tout bonnement financé par de l'argent public – deux CICE¹ réussis, pour un montant de 4 millions d'euros en deux ans, pour un PSE chiffré à 3 millions d'euros! – avait fait mouche auprès de nombreux élus locaux interpellés par les salariés en grève. En campagne pour les élections départementales, les édiles de la Seine-Saint-Denis s'étaient scandalisés de cette affaire. Au point d'interpeller à leur tour les ministères du Travail et de l'Économie sur l'utilisation

Infolattes

Le 93 dit «stop» au CICE

Les syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU de Seine-Saint-Denis ont profité de la mobilisation nationale du 9 avril pour dénoncer la gabe-gie du CICE. Lors de leur point de presse matinal, ils dévoilaient

ces chiffres: 100 millions d'euros, pour la seule année 2013, ont été donnés aux entreprises de la Seine-Saint-Denis. Résultat: 160 000 privés d'emploi et un taux de chômage en hausse continue. Dans leur adresse unitaire au préfet du dé-

partement, ils réclament, pour la deuxième fois en cinq mois, le détail des sommes allouées aux entreprises de la Seine-Saint-Denis en 2014. Et la fin du «secret» qui entoure le dispositif de distribution des aides publiques aux entreprises.

